



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2022-2023

CIDDHU.UQAM.CA



TABLE DES MATIÈRES

01	MOT DES ENSEIGNANT.E.S
02	PRÉSENTATION DE LA CIDDHU
03	NOS ÉTUDIANT.E.S
04	DOSSIERS CLIENT
10	LA VOIX DE NOS PARTENAIRES
11	STAGIAIRES À LA CIDDHU
13	CONFÉRENCES
15	EXPÉRIENCE TERRAIN
19	PRIX ET BOURSES
21	NOUVELLES EN VRAC
24	ÉQUIPE DE LA CIDDHU
34	LA CIDDHU RACONTÉE PAR LES CASE MANAGERS
35	FINANCEMENT



MOT DES ENSEIGNANT.E.S

Cher.e.s ami.e.s de la CIDDHU,

Nous avons l'honneur et le plaisir de vous présenter le rapport d'activités de la Clinique internationale de défense des droits humains de l'UQAM (CIDDHU) pour l'année académique 2022-2023.

Comme enseignant.e.s en milieu clinique, et plus particulièrement au sein des cliniques juridiques de l'UQAM, ce qui nous anime et motive, ce sont les liens de solidarité humaine qui se créent à travers notre enseignement, nos collaborations et nos actions cliniques. Ces liens se tissent autour d'un objectif commun : de s'allier aux luttes pour la défense et la promotion des droits humains.

À la lecture des pages qui suivent, vous pourrez constater que 2022-2023 était une année riche en rencontres et en échanges – avec les personnes étudiantes et les personnes formant l'équipe des encadreur.e.s, évidemment, mais aussi avec les partenaires, les stagiaires et les personnes conférencières. Vous constaterez également que nos projets s'inscrivent dans des luttes de première ligne, que ce soit le racisme anti-noir, l'état des droits humains en Russie ou les revendications des droits LGBTQ+, pour ne nommer que ceux-là.

Avec les 12 projets réalisés en 2022-2023, la CIDDHU a tenté de répondre à l'appel, d'être une bonne alliée, de se montrer solidaire et, surtout, de mettre la main à la pâte. Les équipes CIDDHU – les personnes étudiantes, tout comme les membres de l'équipe de supervision – ont fait preuve d'écoute, d'agentivité et de persévérance afin de mener à bien leurs projets respectifs et d'honorer la confiance que nous font nos partenaires.

Heureusement, la CIDDHU peut compter sur la générosité de personnes qui, par leurs dons, nous offrent un précieux appui pour la réalisation de notre mission. Nous les remercions chaleureusement. Grâce à leurs contributions, nous pouvons mener nos projets de front. Merci également aux soutiens institutionnels qui nous aident de différentes manières : le Département des sciences juridiques, la Faculté de science politique et de droit, la Fondation de l'UQAM, l'IEIM ainsi que les associations étudiantes. Et merci à vous, cher lectorat, de vous intéresser aux activités de la CIDDHU.

Bonne lecture !

Djemila Carron, Éloïse Ouellet-Décoste et Mirja Trilsch



PRÉSENTATION DE LA CIDDHU

La Clinique internationale de défense des droits humains de l'UQAM (CIDDHU) est une activité académique menée par des équipes d'étudiant.e.s sous la supervision directe d'avocat.e.s- professeur.e.s, dans le cadre de laquelle sont entreprises diverses initiatives de promotion et de protection des droits de la personne. Depuis sa création en 2005, la CIDDHU a collaboré avec plus de 70 organismes partenaires répartis sur quatre continents.

À travers ses projets, la Clinique a développé une expertise dans divers domaines d'importance, dont les droits des peuples autochtones, les droits des femmes et des enfants, les droits des migrant.e.s et des réfugié.e.s, la lutte contre l'impunité, la sanction des violences sexuelles, la lutte contre la torture ainsi que dans la défense des droits humains dans un contexte d'exploitation des ressources naturelles.

Première clinique de droit international des droits de la personne du genre au Québec et au sein de la francophonie, la CIDDHU permet aux étudiant.e.s de s'impliquer directement dans le traitement de véritables dossiers et d'ainsi acquérir une expérience pratique dans la défense des droits humains en plus de se familiariser avec les défis méthodologiques et éthiques que ce travail engagé implique. L'approche clinique, alliant la pratique à la théorie, offre une perspective nouvelle et nécessaire à la compréhension des enjeux liés à la protection des droits des personnes, des groupes et des peuples dans un contexte de mondialisation.

MANDAT

Former des étudiant.e.s à la pratique du droit international des droits de la personne par l'entremise de l'enseignement clinique et apporter un soutien juridique gratuit aux victimes de violations de droits humains et aux défenseur.e.s.

MISSION

Promouvoir les droits humains en appuyant les actions de la société civile en lien avec leur défense des droits humains à travers le monde.



NOS ÉTUDIANT.E.S

AUTOMNE 2022



HIVER 2023





DOSSIERS CLIENT

AUTOMNE 2022

Nunavik: droit à un logement convenable

Le mandat, confié par la Nunavik Civil Liberties Association (NCLA), visait à produire un rapport parallèle de la société civile dans le cadre du quatrième Examen périodique universel du Canada. En se basant sur un rapport diagnostic rédigé par une équipe de la CIDDHU à l'hiver 2020, ce rapport visait à mettre en lumière les violations des droits de la personne découlant de la crise du logement au Nunavik ainsi que leur nature discriminatoire. Non seulement le rapport parallèle met en exergue les violations du droit au logement des Inuit du Nunavik, mais il fait également état de plusieurs violations de droits transversaux découlant de la pénurie de logements, dont notamment des violations des droits à l'éducation, à la santé et à la non-discrimination.

Canada et Guatemala : adoptions illégales, trafic humain et droits de l'enfant

Le collectif Estamos Aqui a été créé par des personnes nées au Guatemala ayant été adoptées illégalement au Québec entre les années 1980 et 2000. Après un premier mandat visant à comprendre le cadre juridique international, ce second mandat consistait plutôt en une recherche comparée sur les différents mouvements de lutte pour une reconnaissance de l'illégalité d'adoptions par différents gouvernements. L'équipe a ainsi fait une étude de droit comparé portant sur différentes initiatives à ce sujet.



Cameroun et République démocratique du Congo: la défense des droits des personnes LGBTQIA+

Le mandat a été confié par Égides, soit l'Alliance internationale francophone pour l'égalité et les diversités (Égides). Le mandat consistait en l'élaboration d'une formation pour des organisations camerounaises et de la République démocratique du Congo œuvrant dans la défense des droits des personnes LGBTQIA+. Cette formation visait à montrer au partenaire comment se servir du droit international afin d'outiller ses partenaires locaux dans l'élaboration de plaidoyers dénonçant des lois nationales et des pratiques étatiques discriminatoires pour les membres de la communauté LGBTQIA+. Il importait ainsi de présenter l'utilité du droit international pour montrer la nécessité d'un changement social et notamment faire pression sur les États dans le contexte de la défense des droits humains.

Russie : réalité des défenseur.e.s des droits humains

Ce dossier, confié par l'organisme Strategic Litigation Center, avait pour but la rédaction d'un rapport faisant état de la situation particulière que vivent les défenseur.e.s des droits humains russes depuis le conflit en Ukraine. Les mesures prises par les États occidentaux pour sanctionner la Russie ont complexifié le travail des défenseur.e.s et les ont laissé.e.s avec des ressources limitées affectant ainsi leur capacité à dénoncer les violations des droits humains commises par la Fédération de Russie. Ce rapport a été transmis au Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Russie ainsi qu'à la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme.



Canada : racisme anti-noir au Québec

Le mandat consistait en la rédaction d'un rapport et des recommandations pour l'Examen périodique universel du Canada portant sur la situation des afrodescendant.e.s au Canada dans les domaines d'immigration, de la santé et des interpellations policières. Ce rapport a été effectué en collaboration avec le Centre des travailleurs et travailleuses immigrantes (IWC-CTI) dans l'objectif de pouvoir servir à la société civile et d'être repris par la suite à des fins de plaidoyer ainsi que pour mettre en lumière la situation discriminatoire à laquelle font face les afrodescendant.e.s au Canada.

Mali : la lutte antiterroriste et la protection des droits humains

Le mandat confié à l'équipe par l'ancienne Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, Fionnuala Ní Aoláin, consistait en la rédaction d'une communication au gouvernement malien. Cette communication a pris la forme d'une analyse du cadre législatif malien concernant la lutte antiterroriste afin d'y repérer les enjeux en lien avec les engagements internationaux du Mali en matière de protection des droits humains. Le but de la communication était d'encourager l'État malien à clarifier ses lois antiterroristes afin d'éviter qu'elles portent atteinte aux droits humains de sa population. Pour y parvenir, l'équipe a analysé ces lois afin d'identifier les enjeux qu'elles soulèvent autant dans leur rédaction que dans leur mise en œuvre et de formuler des recommandations .



HIVER 2023

Burkina Faso: plaidoyer pour les droits civils et politiques

La CIDDHU a été mandatée par le Centre d'Information et de Formation en matière de Droits Humains en Afrique (CIFDHA) afin de rédiger un rapport parallèle dans le contexte de l'examen du Burkina Faso par le Comité des droits de l'homme des Nations Unies, portant sur ses obligations en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Ce rapport porte sur les violations de droits humains commises par l'État du Burkina Faso dans sa lutte contre le terrorisme qui sévit depuis 2015. Le rapport dénonce les mesures contre-productives prises par l'État burkinabè pour remédier aux violations des droits humains sur son territoire. Il aborde cinq thématiques principales: la sécurité nationale, la restriction des libertés fondamentales, le milieu carcéral, le milieu judiciaire et la lutte contre la corruption. Le rapport vise à alerter le Comité des droits de l'homme sur la situation préoccupante, ainsi qu'à soumettre des recommandations concrètes pour les différents enjeux qu'il aborde.

Guatemala : répertoire des violations des droits humains sur le territoire guatémaltèque

Au vu de nombreuses violations de droits humains commises au Guatemala lors des dernières années, le Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG) a fait appel à la CIDDHU afin de contribuer au développement et à l'accessibilité de l'information sur ces violations. Le mandat de l'équipe consistait ainsi à préparer une carte interactive pour le site Internet du partenaire. L'information recueillie a pour but de sensibiliser la population québécoise sur la situation des droits humains au Guatemala. L'objectif du mandat était ainsi de répertorier des informations récoltées sur le terrain faisant état de violations de droits humains.



Guatemala et Canada : adoptions illégales, trafic humain et droits de l'enfant

Le mandat confié par le collectif Estamos Aqui s'inscrit en continuation avec le travail des deux dernières équipes. L'objectif de ce mandat, davantage centré sur le cadre interne, était de documenter la situation des enfants nés au Guatemala adoptés au Canada, d'effectuer des demandes d'accès à l'information pour avoir de plus amples précisions sur les faits ainsi que d'explorer les obligations du Canada dans le processus d'adoption et les potentielles infractions criminelles liées aux adoptions illégales.

Salvador : accès à la justice pour les victimes de violences basées sur le genre

Le mandat s'inscrit dans le cadre du projet « Meilleur accès à la justice pour les victimes de violences fondées sur le genre » (Unid@s) mis en place par Avocats sans frontières Canada. Il a pour objectif de renforcer l'accès à la justice pour les femmes, les filles et les personnes issues de la communauté LGBTQIA+ au Salvador. Le mandat intervient dans un contexte de violations par l'État salvadorien de nombreux droits humains en particulier ceux des femmes et des personnes LGBTQIA+. L'équipe a effectué une analyse comparative de genre plus (ACG+.) Pour ce faire, elle a analysé les décisions des cours nationales et interaméricaine, les lois internes salvadoriennes ainsi que des rapports d'organisations internationales et non gouvernementales locales afin de cibler les diverses discriminations, d'expliquer les obstacles à l'effectivité des droits de la personne au Salvador et d'analyser les possibles solutions à mettre en place.



Cameroun et République démocratique du Congo : recours internationaux pour la défense des droits des personnes LGBTQIA+

En partenariat avec l'organisation Égides, le mandat consistait en la rédaction d'un guide présentant des mécanismes disponibles en droit international, plus précisément dans les systèmes onusien et africain de protection des droits humains, pour défendre les droits des personnes LGBTQIA+ au Cameroun et en République démocratique du Congo. En plus de la production d'un guide, l'équipe a également donné une formation sur l'utilisation de ce guide à des membres de divers organismes de défense des droits des personnes LGBTQIA+ dans ces pays.

Burkina Faso : lutte antiterroriste et situation des droits humains

La CIDDHU a collaboré avec l'ancienne Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, Fionnuala D. Ní Aoláin, au sujet de la situation des droits humains au Burkina Faso. L'équipe a ainsi analysé les impacts spécifiques de la législation antiterroriste burkinabè sur les droits humains de sa population. L'équipe a également dressé un portrait plus large des efforts étatiques entourant la lutte antiterroriste.



LA VOIX DE NOS PARTENAIRES

« Toute l'équipe du RIDDEF est satisfaite de la collaboration avec la CIDDHU qui a renforcé notre visibilité tant au niveau national qu'international. La collaboration du RIDDEF avec la CIDDHU a permis de mener à plusieurs actions dont la captation de financements du MRIF pour la mise en œuvre d'un projet d'autonomisation juridique et économique des femmes de Divo ainsi que la production d'un rapport alternatif sur les droits des femmes et des filles en Côte d'Ivoire. Ce rapport a été adressé au comité CEDEF en 2019 à l'occasion de l'évaluation de la mise en œuvre des engagements de la Côte d'Ivoire. A travers ce rapport, le RIDDEF a pu bénéficier d'une prise en charge lors de la session à Genève pour interagir avec les experts du comité. »

- Réseau ivoirien pour la défense des droits de l'enfant et de la femme

« Égides est une alliance francophone solidaire sur la scène internationale qui favorise l'égalité et l'inclusion des personnes vulnérabilisées et discriminées sur la base de leur orientation sexuelle, de leur identité ou de leur expression de genre, ou des caractéristiques sexuelles.

Égides et la CIDDHU collaborent depuis 2021, sur des projets divers liés à l'accompagnement des organisations LGBTQI en Afrique centrale et en Afrique de l'ouest dans le renforcement des capacités pour la défense des droits. Cette collaboration est très appréciée, surtout car la CIDDHU démontre toujours son engagement envers notre mission, ainsi qu'une grande capacité à s'adapter aux différentes réalités des associations membres. »

- Égides

« Avocats sans frontières Canada (ASFC) est chanceuse de collaborer avec la CIDDHU depuis de nombreuses années. En mettant à notre disposition leurs capacités de recherche, de synthèse et d'analyse, les étudiant.e.s de la CIDDHU contribuent concrètement à la mission de mise en œuvre des droits humains d'ASFC, dans l'ensemble des pays où nos projets sont déployés (Colombie, Honduras, Guatemala, El Salvador, Haïti, Mali, Bénin, Burkina Faso, République démocratique du Congo...). Ainsi, les mandats de recherche, toujours effectués avec professionnalisme, permettent d'alimenter les réflexions de nos juristes et de nos partenaires sur le terrain, notamment en matière de sensibilisation aux droits humains, de plaidoyer ou encore de litige stratégique. »

- Avocats sans frontières Canada

« Le Centro de Estudios y Apoyo al Desarrollo Local est le témoin de la solidarité et de la qualité du travail que la CIDDHU développe grâce à la haute compétence de son équipe.

Le Centre exprime sa gratitude permanente pour sa collaboration avec la Clinique, qui a eu un énorme impact et qui a conduit l'État bolivien à reconnaître les droits des militant.e.s sociaux contre les dictatures à une indemnisation économique.

Lea Lemay Langlois et son équipe ont fait un travail formidable et ont réussi à obtenir justice pour ce groupe social bolivien! »

- Centro de Estudios y Apoyo al Desarrollo Local

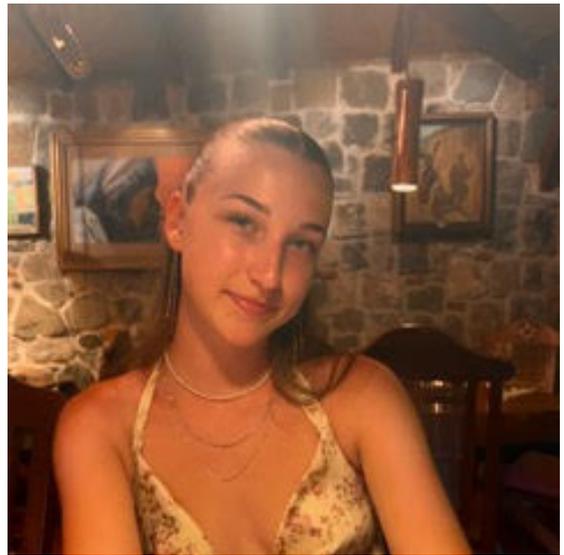


STAGIAIRES À LA CIDDHU

ROSEMARIE GÉLINAS, ÉTUDIANTE AU COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBOEUF

Lors de la session d'hiver 2023, j'ai pu avoir l'honneur d'être acceptée au sein de la CIDDHU pour compléter mon stage étudiant. C'est à la CIDDHU que j'ai su approfondir ma passion pour la défense des droits humains et ma détermination pour atteindre mon emploi de rêve.

Avec la CIDDHU, j'ai eu la chance de suivre une formation fort enrichissante qui me suivra à jamais, aux côtés de brillant.e.s futur.e.s avocat.e.s.



J'ai également pu m'impliquer dans des dossiers essentiels à l'avancée des droits fondamentaux au Canada. Finalement, par-dessus tout, la CIDDHU m'a permis de goûter au monde qui m'intéressait depuis si longtemps.

Cette expérience m'a réellement changée et me redonne toute l'énergie nécessaire afin de continuer mes études! D'avoir pu assister aux échanges de groupes, de m'enrichir du savoir de vrai.e.s professionnel.le.s et de participer aux discussions me prouve que la défense des droits humains est bel et bien ce que j'aimerais faire dans la vie.

Mon stage a été pour moi un réel rêve devenu réalité et c'est avec la plus grande reconnaissance et une gratitude infinie que j'ai quitté ses murs au printemps 2023.



STAGIAIRES À LA CIDDHU

PATRICIA VILLA HERNANDEZ, ÉTUDIANTE À L'UNIVERSITÉ DE MURCIA

De mai à juillet 2023, j'ai eu l'opportunité de faire un stage à la CIDDHU grâce au programme Erasmus+.

Durant mon stage à la CIDDHU, j'ai accompli des tâches variées telles que préparer une stratégie de diffusion pour deux rapports produits par la Clinique en vue de l'Examen périodique universel du Canada. Je me suis également penchée sur l'interrelation entre les droits humains et le droit de l'environnement. De plus, j'ai travaillé avec la coordonnatrice de la CIDDHU dans la création d'un module sur les relations entre les cliniques du Nord et du Sud. Toutes ces activités m'ont ouvert les yeux sur la mise en œuvre pratique du droit international public et du droit des droits humains.



En outre, grâce à mon expérience à la CIDDHU, j'ai appris de bonnes pratiques en matière d'enseignement clinique qui peuvent être mises en œuvre dans mon établissement d'origine, la clinique juridique de l'Université de Murcia. Cela prouve que les échanges d'étudiant.e.s peuvent également contribuer au partage des connaissances entre les cliniques, ainsi qu'au renforcement de leurs relations.

Enfin, mon expérience en tant que stagiaire d'été à la CIDDHU a été d'une grande valeur pour mon développement personnel et professionnel ; et cela n'aurait pas été possible sans l'implication de Mirja Tirlsch, directrice de la CIDDHU, et de Dorothy Estrada, directrice de la Clinique juridique de l'Université de Murcia.



CONFÉRENCES

AUTOMNE 2022

LE DIH EN UKRAINE : DÉFIS, LACUNES ET OPPORTUNITÉS

Après des débuts en 2014, la Russie a envahi à large échelle l'Ukraine dès le 24 février 2022. Depuis, ce conflit armé international (CAI) fait la une des journaux et retient l'attention des gouvernements et de la société civile. Or, que peut-on dire des répercussions de ce conflit sur le droit international humanitaire (DIH) des CAI ? Durant cette conférence du 7 novembre 2022 animée par Djemila Carron, le professeur de droit international public Marco Sassòli nous a fait part de ces réflexions quant à cette question. Ayant été membre d'une mission d'enquête sur les violations du DIH et des droits humains commises en Ukraine dans les premières six semaines suivant le 24 février 2022, le Pr Sassòli a abordé les défis, lacunes et opportunités que représente ce conflit pour le DIH des CAI.

Conférence midi CIDDHU

DROITS DEFENSEUR.ES SENSIBILISATION RESPONSABILITÉ SOCIALE SOCIÉTÉ CIVILE LIBERTÉ

PROFESSEUR MARCO SASSÒLI

LE DIH EN UKRAINE : DÉFIS, LACUNES ET OPPORTUNITÉS

7 NOVEMBRE 2022, À 12H45
AU LOCAL W-2235

Animation : Djemila Carron

Marco Sassòli est professeur ordinaire de droit international public à la Faculté de droit de l'Université de Genève et professeur associé à l'UQÀM. En 2022, il a été membre d'une mission d'enquête sur les violations du droit international humanitaire et des droits humains en Ukraine.

UQAM Institut d'études internationales de Montréal

Clinique internationale de défense des droits humains

DEFENSEUR.ES SENSIBILISATION COOPÉRATION TRAVAIL MIGRANT.ES PEUPLES AUTOCHTONES FAMILIARITÉ LIBERTÉS ENVIRONNEMENTALES CULTURE DÉMOCRATIE GÉNÈRE DROITS DEFENSEUR.ES SENSIBILISATION COOPÉRATION DIALOGUE INTÉGRATION ÉQUILIBRE ÉCARTÉ LIBERTÉ



HIVER 2023

UNE APPROCHE « EN TROIS VOILETS » DE LA DÉFENSE DES DROITS HUMAINS

Dans cette conférence, Stephen Rosenbaum, membre du Barreau de Californie et professeur à la Faculté de droit de l'Université de Berkeley, a exposé une méthode de défense des droits humains étudiée lors de sa collaboration avec la California Rural Legal Assistance, un bureau d'aide juridique dédié à la défense des intérêts des campesinos et des migrant.e.s du sud des États-Unis.

Cette approche « en trois volets » se penche sur la défense de client.e.s devant des tribunaux nationaux, régionaux et internationaux, au sein des organes législatifs, et dans les actions de mobilisation et de sensibilisation communautaire. L'objectif de cette approche est d'acquérir un pouvoir par l'exercice d'un leadership collectif.

CONFERENCE

STEPHEN ROSENBAUM

UNE APPROCHE « EN TROIS VOILETS » DE LA DÉFENSE DES DROITS HUMAINS



Stephen Rosenbaum, membre du Barreau de Californie et professeur à la Faculté de droit de l'Université de Berkeley, vous invite à venir découvrir une méthode de défense des droits humains utile et actuelle dans la défense de nombreuses causes. Spécialiste de justice sociale et fondateur de plusieurs cliniques juridiques sur les droits humains à travers le monde, Stephen Rosenbaum a travaillé cette approche en « trois volets » lors de son expérience avec la California Rural Legal Assistance, bureau d'aide juridique dédié à la défense des intérêts des « campesinos » et des migrant.e.s du sud des États-Unis.

Mardi 14 mars 2023
A 6h00 pm
Zoom :
<https://uqam.zoom.us/j/83698335129?pwd=R1hnOHhNYON2UUZyakiUNE1ULzcxdkz09>

UQÀM |  Clinique internationale de défense des droits humains

UQÀM |  Institut d'études internationales de Montréal



EXPÉRIENCE TERRAIN

STAGE DE CLOÉ DUBUC AUX CHAMBRES SPÉCIALES DU KOSOVO

De septembre 2022 à mars 2023, j'ai eu l'opportunité d'effectuer un stage aux Chambres spéciales du Kosovo pour l'équipe de défense de M. Veseli.

Les Chambres spéciales du Kosovo font parties des tribunaux que l'on qualifie d'hybrides ou d'internationalisés, du fait de leurs caractéristiques et composantes à la fois nationales et internationales. Les Chambres sont entièrement intégrées au système judiciaire kosovar, mais sont situées à La Haye et composées de personnel et de juges internationaux.



La décision de partir effectuer ce stage fût sans aucun doute remplie d'incertitude, de crainte et d'excitation. De crainte et d'incertitude, car sans titre d'avocate, je doutais de mes capacités à me lancer dans un grand tribunal jugeant « des crimes les plus graves ». Par ailleurs, ce stage ne s'inscrivait pas dans le cadre de ma maîtrise en droit à l'Université Laval, il constituait donc une pause d'étude en milieu de parcours. Je considérais que cette expérience me permettrait d'acquérir une expérience pratique et de mettre à profit mes apprentissages dans la rédaction de mon mémoire. Cette décision fut également une de joie et d'excitation, alors que je rêvais depuis les tous débuts de mon baccalauréat en droit international à l'UQAM de me lancer dans la pratique du droit international pénal.

Les avocats.es et case manager du dossier m'ont attribué plusieurs tâches dans le cadre de mon stage, allant de la gestion des éléments de preuve à la recherche et rédaction juridiques, en passant par l'évaluation des preuves et des témoins à charge.



J'ai tout particulièrement apprécié les recherches juridiques que j'ai pu mener durant ces six mois. Que ce soit sur les crimes contenus dans le mandat d'arrêt, des questions procédurales propres au dossier ou des points précis de droit international pénal, un dénominateur commun à l'ensemble de ces recherches rendait la tâche extrêmement passionnante : l'application pratique du droit. En effet, la manière dont les sujets étaient abordés et les raisons derrière la nécessité de s'y attarder permettaient d'en comprendre davantage ses éléments, ses différentes interprétations ainsi que les zones grises du droit.

Au cours de ces six mois, j'ai également eu l'opportunité d'assister à plusieurs audiences, dont une qui consistait au prononcé du jugement et de la sentence de Salih Mustafa. Lors de cette audience, des membres de sa famille étaient présents dans la galerie publique où j'étais assise.

Se tenant les mains dans l'attente de la sentence et faisant signe de tête à M. Mustafa que tout allait bien aller, c'est à ce moment que j'ai réalisé l'envers de la justice pénale internationale et la valeur du travail des équipes de défense. Il ne s'agit pas de défendre les crimes, mais l'humain derrière et les droits qui lui sont dus. Il s'agit tout simplement de la défense de droits humains.

Bien que mes mandats à la CIDDDHU ne portaient pas sur les droits de la défense, mon expérience préalable à titre d'étudiante et de case manager m'a permis de comprendre la transversalité et l'application large des droits humains, n'étant pas seulement dédiés ou centrés sur les victimes, mais bénéficiant également aux accusés dans la poursuite d'un procès et d'une justice équitable. Ces mandats étaient également réalisés aux côtés de Mélissa Beaulieu-Lussier, une avocate remarquable travaillant à la défense devant la Cour pénale internationale. Son intelligence et sa rigueur ont été sources de motivation pour ce stage. Il ne fait aucun doute que mes apprentissages académiques et professionnels développés à la CIDDDHU m'ont été d'une aide considérable dans la réalisation de cette expérience fascinante et inoubliable.





TÉMOIGNAGE D'EXPÉRIENCE

PARTICIPATION DE DAPHNÉ BEAUDOIN À LA COP27



Ma participation a débuté par une rencontre avec la société civile québécoise où il m'a été donné l'occasion de faire valoir la place de l'Université du Québec à Montréal comme leader en recherche et sur la scène de la diplomatie environnementale. Plusieurs acteurs importants tels que des politiciens, des membres d'ONG (AQOCI/Équiterre) ainsi que des chercheurs ont pu échanger avec moi sur leurs idées et revendications à cette COP. J'ai pu échanger avec mes homologues sur les modifications à apporter aux tables de négociations au courant de la semaine qui allait venir.

Par la suite, j'ai pris part à de nombreuses rencontres et tables rondes sur la question de la justice climatique. Ces rencontres sont réservées aux Parties à la Convention et aux membres observateurs. On y échange sur les ébauches de résolutions et chacun des États y apporte ses réflexions et priorités. Autour de celles-ci, des thèmes centraux ; entre autres, plusieurs des États les plus impactés par les changements climatiques demandent des réparations concrètes aux États afin d'assurer une forme de justice climatique. Les revendications sont louables puisqu'ils ne pourront pas exploiter les ressources non renouvelables pour leur développement, comme l'ont fait les autres États auparavant. Ces rencontres m'ont permise de mieux cerner les enjeux de chaque Partie.

Au-delà des rencontres de comités et de sessions, j'ai également pris part aux nombreuses conférences et annonces données dans le cadre de la COP27.



Les États, la société civile ou les différents regroupements ont ainsi l'occasion de partager des initiatives intéressantes afin de contribuer au savoir scientifique et politique en matière de lutte aux changements climatiques. Ce fut l'occasion d'en apprendre davantage sur les pratiques autour du monde et sur les initiatives mises en place. De plus, ces solutions sont intéressantes puisqu'elles permettent de saisir leurs retombées et conséquences afin de mieux cerner si elles s'opèrent bien pour le Canada et correspondent aux objectifs fixés. Ces échanges sont aussi l'occasion de parfaire le savoir scientifique avec des contributions scientifiques sur l'état des forêts, des eaux et de l'espace afin de permettre de mieux partager le savoir scientifique afin de conseiller et d'orienter les décideurs dans leurs propositions aux tables de négociations.

Cette expérience fut hautement enrichissante pour mes recherches juridiques et pour m'immerger au cœur des négociations de façon concrète.

C'est également une chance de faire rayonner l'Université du Québec à Montréal dans les sphères de la politique internationale. J'ai été particulièrement fière d'en assurer la représentation. Il est important de faire rayonner le savoir juridique en matière de changements climatiques. Mon expertise en droits humains m'a permis de faire des contributions aux réflexions en matière d'enjeux de justice sociale et des personnes vulnérables dans l'élaboration des politiques internationales de lutte aux changements climatiques.

Je remercie particulièrement l'Institut d'études internationales de Montréal, la Chaire de recherche sur la décarbonisation de l'UQAM et l'Institut des sciences de l'environnement pour m'avoir donné l'opportunité de partager avec des collègues internationaux, mais surtout de m'avoir donné la chance de contribuer à une justice climatique humaniste à l'image de l'UQAM.





PRIX ET BOURSES

Chaque année, la Banque Scotia et l'Institut d'études internationales de Montréal (IEIM) décernent des bourses-stages aux personnes étudiantes inscrites dans un programme en études internationales à l'UQÀM. Ces bourses-stages permettent aux étudiant.e.s de développer de l'expertise dans le domaine de la recherche scientifique tout en contribuant à l'organisation d'événements académiques sous l'une des unités constituantes de l'IEIM.

Cette année, **Myriam Pigeon**, la coordonnatrice de la CIDDHU et étudiante au baccalauréat en droit, a obtenu une bourse-stage, ce qui lui a permis de réaliser un stage à la CIDDHU au courant de l'année 2023. Félicitations à Myriam et merci pour ton implication à la CIDDHU!



Bravo à **Charlotte Hamel** pour l'obtention d'un prix soulignant son implication dans les cliniques juridiques de l'UQAM remis lors de la soirée Reconnaissance du Département des sciences juridiques!

Charlotte est étudiante à la maîtrise en droit à l'Université du Québec à Montréal. Son sujet de recherche est l'enseignement clinique en droit au Québec. Elle se questionne plus précisément sur la pertinence d'implanter dans des cliniques juridiques universitaires le modèle de la pratique rebelle du droit visant notamment à former des juristes capables de travailler dans des milieux communautaires. Pendant la rédaction de son mémoire, elle occupe également le poste de coordonnatrice aux activités de cocréation à la Clinique de justice sociale de l'UQAM dont les actions touchent les questions de diversité sexuelle et de la pluralité de genres. À long terme, elle souhaite pouvoir poursuivre sa carrière en recherche afin de contribuer à l'avancement des connaissances sur l'enseignement clinique et les différentes façons de pratiquer le droit en matière de justice sociale.





Le Prix Dominique Larochelle, créé par la juge à la Cour du Québec, vise à récompenser annuellement un.e étudiant.e pour son engagement à la CIDDHU.

Niall Ricardo a remporté ce prix en défense des droits humains pour l'année 2022-2023 pour son implication soutenue notamment à titre de case manager auprès de la CIDDHU. Félicitations, Niall !



Le prix Natacha Binsse-Masse vise à récompenser un.e étudiant.e pour son engagement social dans la défense des droits et libertés.

Cette année, **Bernadette Perron** a remporté ce prix notamment pour son engagement auprès de la CIDDHU. Félicitations, Bernadette !



NOUVELLES EN VRAC

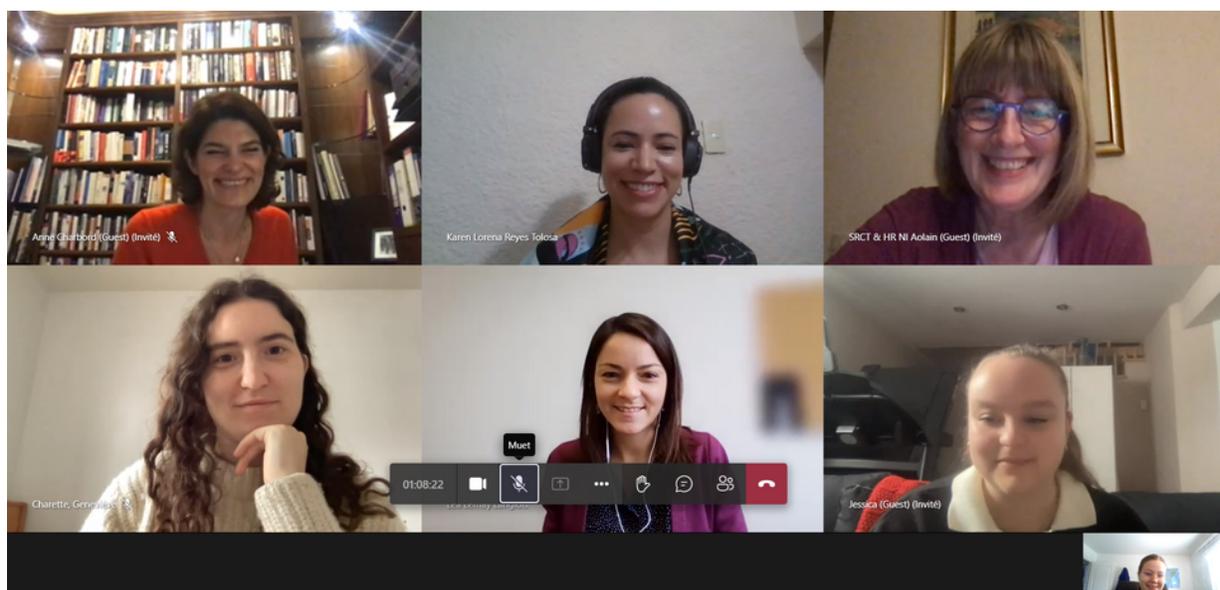
La CIDDHU à la rencontre de la Rapporteuse spéciale sur la protection des droits de l'Homme et la lutte antiterroriste

Le 20 octobre 2022, l'équipe de la CIDDHU dirigée par Me Léa Lemay Langlois et Myriam Pigeon a pu discuter avec la Rapporteuse Spéciale sur la protection des droits de l'Homme dans la lutte antiterroriste, Mme Fionnuala Ní Aoláin, qui occupe le poste depuis 2017, ainsi que deux de ses collègues.

L'équipe de la CIDDHU et l'équipe onusienne ont évoqué les liens entre le système de lutte terroriste actuel et les événements marquants des dernières décennies. Les étudiantes ont également pu interroger leurs interlocutrices sur leur parcours personnel et sur les expériences de travail qui leur ont permis de travailler au sein de l'ONU. Finalement, l'équipe de la CIDDHU a pu présenter le fruit de son travail, La Rapporteuse a répondu avec enthousiasme à toutes les questions des étudiantes et des encadreuses tant sur son travail et celui de l'organisation que sur la situation des droits humains dans la lutte antiterroriste.

La CIDDHU tient à remercier grandement la Rapporteuse Spéciale Mme Fionnuala Ní Aoláin, sa conseillère juridique principale Anne Charbord, ainsi que Karen Lorena Reyes Tolosa, spécialiste des droits de l'Homme pour leur présence et leur dévouement tout au long du mandat de l'équipe ainsi que lors de cette rencontre.

La travail effectué par l'équipe a permis à la Rapporteuse spéciale de publier une communication à l'intention du gouvernement malien comportant des observations et suggestions par rapport à son cadre législatif relatif à la lutte antiterroriste.





NOUVELLES EN VRAC

Première étape de franchise pour un dossier de prélèvement d'organes devant la Cour européenne des droits de l'Homme

À l'automne 2021, une équipe de la CIDDDHU a travaillé sur un cas de prélèvement d'organes en Russie en collaboration avec le Strategic Litigation Center (SLC) dirigé par M. Anton Burkov. L'équipe de la CIDDDHU a travaillé sur la rédaction d'un mémoire adressé à la Cour européenne des droits de l'Homme sur l'absence de recours internes en Russie.

En février 2023, à la suite du travail de l'équipe de la CIDDDHU, M. Burkov a fait part d'avancements dans ce dossier. En effet, la Cour a envoyé une lettre pour donner un numéro de dossier à cette situation, ce qui se trouve être une première étape de franchise. La Cour a ainsi admis par le fait même l'absence de recours internes pour les victimes pour le présent dossier.

Signature d'un accord de réparations pour des victimes du traitement de la dictature militaire bolivienne

En 2019, les équipes de la CIDDDHU dirigée par Me Léa Lemay Langlois ont pu travailler avec le partenaire bolivien Centro de Estudios y Apoyo al desarrollo local (CEADL).

Dans le cadre de ce mandat, l'équipe de la session d'hiver a produit un rapport diagnostic des violations des droits humains dans un contexte de justice transitionnelle en Bolivie et a proposé des pistes de réflexion quant à des recours possibles pour les survivant.e.s des dictatures et les défenseur.e.s des droit humains en Bolivie.

L'équipe de la session d'automne a, quant à elle, produit un rapport sur la protection des droits humains s'adressant à la 69e session du Comité contre la torture des Nations Unies. Dans celui-ci, il a été question de dénoncer l'inaction de l'État dans la réparation effective des violations des droits protégés par la Convention contre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Suite au travail réalisé par la CIDDDHU, l'État a signé, en 2022, un accord de réparation ouvrant la voie à l'indemnisation financière de plus de 1700 personnes victimes du traitement des dictatures des années 1964 à 1982.



NOUVELLES EN VRAC

Le RIDDEF reçoit chaleureusement la CIDDHU à Abidjan

En juin 2023, Myriam Pigeon et Cloé Dubuc, respectivement coordonnatrice et ancienne étudiante de la CIDDHU, ont eu l'opportunité de rencontrer le Réseau ivoirien pour la défense des droits de l'enfant et de la femme (RIDDEF), un partenaire de longue date de la Clinique. Le temps d'un après-midi, elles ont eu la chance de visiter les locaux de l'organisme à Abidjan en Côte-d'Ivoire ainsi que de rencontrer son personnel. Myriam et Cloé se sont également entretenues avec la directrice du RIDDEF, Chantal Kouadio Ayemou, afin de discuter de la collaboration actuelle entre l'organisme et la CIDDHU, des projets du RIDDEF, de ses besoins, ainsi que des possibilités de futures collaborations avec les étudiant.e.s de la CIDDHU. Ce fut un très beau moment de rencontres et d'échanges. Myriam et Cloé remercient encore une fois l'équipe du RIDDEF pour son accueil chaleureux!



Participation de la CIDDHU à l'Examen périodique universel du Canada

La CIDDHU s'est jointe aux autres parties prenantes de l'Examen en produisant deux rapports parallèles en collaborant avec le Centre des travailleurs et travailleuses immigrants et le Nunavik Civil Liberties Association. Les rapports portent respectivement sur le racisme anti-noir au Québec dans les secteurs de la santé, de l'immigration et des milieux judiciaire et carcéral ainsi que sur la pénurie de logements convenables au Nunavik comme produit de la discrimination systémique envers les Inuit.

Le Groupe de travail sur l'Examen périodique universel a publié à cet effet le [Résumé des communications des parties prenantes concernant le Canada](#) où est cité le travail de la CIDDHU et de ses partenaires.



ÉQUIPE DE LA CIDDHU



Mirja Trilsch

Directrice

Mirja Trilsch est la directrice de la CIDDHU depuis 2011. Elle est professeure au Département des sciences juridiques de l'UQAM où elle enseigne le droit constitutionnel et le droit international des droits de la personne. Détentrice d'une maîtrise (LL.M.) en droit international et comparée des droits humains de l'Université McGill, elle a obtenu son doctorat de l'Université de Düsseldorf, sa thèse portant sur la justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels. La Pr Trilsch a collaboré avec de nombreuses organisations de défense des droits humains et a notamment dirigé plusieurs rapports parallèles destinés aux comités onusiens. Elle a été reçue comme chercheuse invitée à la Faculté de Droit de l'Université McGill et au sein de l'Institut allemand des droits de l'homme (Deutsches Institut für Menschenrechte), à titre de boursière du Deutscher Akademischer Austauschdienst. Elle est actuellement co-chercheuse sur deux projets financés par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (Looking out for each other et Canadian Partnership for International Justice).



Djemila Carron

Personne professeure

Djemila Carron est professeure au Département des sciences juridiques de l'UQAM où elle enseigne notamment à la CIDDHU avec la professeure Mirja Trilsch. Elle est également à la direction de la Clinique de justice sociale de l'UQAM. Après des études de droit à Genève, Moscou et Cambridge (USA), elle réalise un LL.M. à la Columbia Law School où elle s'investit dans la Human Rights Clinic. Elle est également titulaire d'un doctorat en droit international humanitaire de l'Université de Genève. Avant de rejoindre l'UQAM, Djemila Carron a co-créé et co-dirigé la Law Clinic sur les droits des personnes vulnérables de l'Université de Genève puis la Applied Human Rights Clinic, qui réunissait des étudiant.es en droit de Genève, Nairobi et du camp de réfugiés de Kakuma au Kenya. Ses intérêts de recherche portent sur l'enseignement du droit ainsi que les approches de genres et sexualités en droit.



Éloïse Décoste

Chargée de cours

Me Éloïse Décoste s'est jointe à l'équipe d'enseignement de la CIDDHU à titre de chargée de cours à l'automne 2022. Elle est également candidate au Département des sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM), où elle travaille sur la réparation des violations des peuples autochtones du Canada à la lumière des standards de droit international, ainsi que boursière de la Fondation Pierre Elliott Trudeau et du Fonds de recherche du Québec. Antérieurement, Me Décoste a travaillé pour la division juridique du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) de même que pour le bureau du Rapporteur spécial sur la liberté d'expression de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme. Me Décoste est titulaire d'un LL.M. *summa cum laude* de la Geneva Academy of International Humanitarian Law and Human Rights et d'un baccalauréat bijuridique de l'Université McGill. Elle est membre du Barreau du Québec.



Valérie Bouchard

Coordonnatrice des activités cliniques

Valérie Bouchard est juriste et attachée d'administration pour le Département des sciences juridiques de l'UQAM. À ce titre, elle coordonne les activités dites « expérientielles », dont les cliniques juridiques. C'est pour cette raison qu'elle a l'honneur et le bonheur de joindre l'équipe de la CIDDHU. Valérie est par ailleurs chargée de cours et enseigne la méthodologie du droit, la méthodologie de la recherche, l'interprétation des lois, la propriété intellectuelle de même que des cours de vulgarisation du droit à des non-juristes dans d'autres départements ou facultés.



COORDINATION



ÉLISABETH THIBAULT

AUTOMNE 2022



MYRIAM PIGEON

HIVER 2023

Élisabeth est diplômée du baccalauréat en droit de l'UQÀM et a participé à la CIDDHU à l'hiver 2021. Elle a travaillé pour la reconnaissance et la réparation des violations des droits humains subies par les victimes de l'épidémie de choléra en Haïti et a poursuivi son implication comme case-manager, puis comme coordonnatrice en 2022. Durant son parcours universitaire, elle a travaillé dans un cabinet spécialisé en harcèlement psychologique en milieu de travail, présidé le comité Avocats sans frontière UQÀM et a effectué un stage chez Avocats sans frontière Canada. Elle a également complété un stage à la Clinique d'information juridique de Concordia et participé au cours de cocréation de la Clinique de justice sociale de l'UQÀM, donné par Djemila Carron. Élisabeth est présentement étudiante à l'École du Barreau du Québec.

Diplômée du baccalauréat en relations internationales et droit international (2021), Myriam complète actuellement son baccalauréat en droit à l'UQÀM. En tant qu'étudiante à la CIDDHU à l'automne 2020, elle a participé à la rédaction d'un amicus curiae portant sur les normes interaméricaines des droits humains en matière d'accès à la justice dans un contexte de corruption. Passionnée par la défense des droits humains, Myriam a travaillé comme conseillère juridique volontaire au Honduras avec Avocats sans frontières Canada et fait aujourd'hui partie du groupe de travail sur les droits sexuels et reproductifs de l'Association nationale Femmes et Droit. Myriam est impliquée à la CIDDHU depuis 2021, d'abord comme case manager et maintenant à titre de coordonnatrice.



AVOCAT.E.S

Léa Lemay Langlois est diplômée du baccalauréat en droit et du baccalauréat en relations internationales et droit international de l'UQAM. Elle détient également une maîtrise en droit international des droits humains de l'Université Notre Dame aux États-Unis, qu'elle a complétée à titre de double boursière Fulbright et John Peters Humphrey. Me Lemay Langlois pratique auprès d'un cabinet d'avocat.es spécialisé.es en droit des peuples autochtones à Montréal. Auparavant, elle a travaillé au sein de diverses organisations académiques et de la société civile, notamment en tant que conseillère juridique en droits humains au Guatemala.



Léa Lemay Langlois

Me Mélissa Beaulieu Lussier est membre du Barreau du Québec depuis 2014. Elle est diplômée du baccalauréat en droit et du baccalauréat en droit international et relations internationales de l'UQAM. Elle est également détentrice d'une maîtrise de l'Université McGill, dont le mémoire porte sur le droit pénal international et les violences sexuelles. Me Beaulieu Lussier est avocate de la défense à la Cour pénale internationale depuis 2019, et travaille actuellement pour l'équipe de défense de M. Al Hassan. Elle a également participé au Concours de droit international humanitaire Jean-Pictet, pour lequel elle a été responsable de la formation juridique à l'UQAM de 2015-2019.



Mélissa Beaulieu



**Marianne Dagenais
Lespérance**

Marianne Dagenais Lespérance est diplômée du baccalauréat en sciences juridiques de l'UQÀM. Elle détient également une maîtrise en droit international des droits humains du London School of Economics and Political Science. Depuis, Marianne a travaillé dans diverses organisations juridiques de défense des droits humains à l'international et au Canada. Notamment, elle a travaillé pour une firme de consultation œuvrant comme équipe de défense de Jovica Stanisic au Tribunal pénal international de l'ex-Yougoslavie, ainsi que pour la mise en œuvre du Statut de Rome dans divers pays. Elle travaille maintenant comme avocate dans des dossiers de droits humains, notamment en milieu carcéral, auprès d'un cabinet spécialisé en actions collectives.



Alexie Tétrault

Me Alexie Tétrault est titulaire d'un baccalauréat en sciences juridiques de l'UQÀM. Pendant ses études, elle a participé aux activités de la CIDDHU à titre d'étudiante puis en tant que case manager pour des mandats relatifs à l'accès aux soins périnataux des migrantes à statut précaire et de leurs enfants au Québec. Elle a ensuite joint le cabinet Ouellet Nadon et associé.e.s, où elle a représenté des clients en lésions professionnelles, en droit du travail, en droit du logement et en aide sociale. Elle travaille présentement en tant que conseillère syndicale dans le milieu de l'éducation.



Evelyne Dumas est membre du Barreau du Québec et avocate en litige au sein du cabinet Lapointe Légal depuis 2023. Elle a complété son stage auprès du Tribunal des droits de la personne et est également diplômée du Baccalauréat en relations internationales et droit international de l'UQAM. Au retour d'une année d'échange à Shanghai international studies University à l'automne 2018, elle participe à la CIDDHU en tant qu'étudiante à la rédaction d'un rapport sur les réalités des défenseuses des droits humains en exil au Canada. Elle poursuit le travail entamé en tant que case manager à l'hiver 2019. À la session d'automne 2019, elle participe à titre de case manager à l'élaboration d'un argumentaire sur l'impossibilité d'agir des femmes et des filles autochtones qui souhaiteraient dénoncer des agissements policiers au Québec. À l'automne 2022, elle co-encadre une équipe ayant le mandat de rédiger un rapport discutant des impacts sur les défenseur.e.s des droits humains russes des mesures internationales adoptées à la suite de la guerre en Ukraine.



Evelyne Dumas

Maximilien Dion a travaillé pendant plus de 10 ans dans le milieu cinématographique avant de se réorienter et de compléter un certificat en droit à l'Université de Montréal. Il s'inscrit ensuite au baccalauréat en droit à l'UQAM qu'il complète en 2020. Durant son parcours à l'UQAM il participe comme étudiant à la CIDDHU en 2018 avant de s'impliquer à nouveau à la Clinique, cette fois comme coordonnateur à partir de l'automne 2019. Il s'intéresse particulièrement aux luttes pour l'émancipation des peuples et à un meilleur accès à la justice pour toutes et tous. Il complète actuellement sa formation à l'école du Barreau et compte ensuite poursuivre des études de 2e cycle.



Maximilien Dion



Léa Blard

Léa Blard est titulaire d'un baccalauréat en relations internationales et droit international (2018) et d'un baccalauréat en droit (2020) de la faculté de science politique et de droit de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Au cours de ses études, elle s'est impliquée à plusieurs occasions auprès de la Clinique internationale de défense des droits humains de l'UQAM (CIDDHU); d'abord, comme étudiante en 2017, puis comme case manager en automne 2018 et en hiver 2020. Dans ce contexte, Léa a travaillé en collaboration avec les organismes Projet accompagnement Québec-Guatemala, Global Alliance of National Human Rights Institutions et le Réseau Ivoirien pour la Défense des droits de l'Enfant et de la Femme. Léa a réussi ses examens du barreau en hiver 2021 et travaille désormais à titre d'avocate-recherchiste à la Cour d'appel du Québec. Cette session, elle encadre une équipe de la CIDDHU qui rédige une Analyse comparative de genre pour le projet Unidas au Salvador d'Avocats sans frontière Canada.



Justine Lalonde

Justine est diplômée du baccalauréat en relations internationales et droit international de l'UQAM (2019). Elle a participé à la CIDDHU en tant qu'étudiante à l'automne 2018 en travaillant sur le rôle des organisations nationales des droits de l'Homme dans la prévention des violences sexuelles à l'égard des femmes et des filles. Elle complète par la suite une session à la University of Helsinki. De retour à Montréal, elle entame le baccalauréat en droit à l'UQAM (2021). Ses intérêts principaux sont les violences sexuelles et conjugales ainsi que les droits et libertés fondamentaux de la personne. À l'automne 2020, elle retrouve la CIDDHU en tant que case manager et en devient la coordonnatrice pour l'année 2021. Elle a réalisé son stage du Barreau au Tribunal des droits de la personne du Québec auprès de l'honorable Madeleine Aubé.



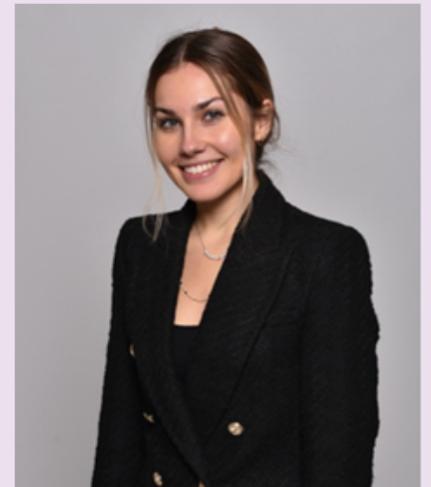
Louisa Heniche est diplômée du baccalauréat en droit à l'UQÀM (2021) et du baccalauréat en relations internationales et droit international (2019). Elle a participé à la CIDDDHU à titre d'étudiante à l'hiver 2018, avec comme mandat l'élaboration d'un guide sur le Système interaméricain de protection des droits de l'Homme. Depuis son implication auprès de la CIDDDHU, Louisa a occupé un emploi en tant qu'assistante de recherche en droit de l'immigration dans un cabinet d'avocats. Elle a également participé à l'édition 2019/2020 du concours en droit international public Charles Rousseau. Elle a poursuivi son implication au sein de la CIDDDHU à titre de case-manager tout en s'impliquant auprès du Projet Innocence. Actuellement, Louisa est avocate criminaliste.



Louisa Heniche

CASE MANAGERS

Candidate à la maîtrise en droit spécialisation international LL.M., Daphné centre ses recherches sur les enjeux reliés à la migration et au droit international humanitaire. Elle a eu la chance de travailler au Centre de développement professionnel de la Faculté de science politique et de droit de l'UQAM et en droit international humanitaire à la Croix-Rouge canadienne. Elle a rejoint l'Ambassade du Canada à Paris pour l'été 2023. Daphné a particulièrement à cœur la défense des droits humains et s'impliquer à la CIDDDHU concrétise sa vocation à la défense de la justice internationale. Elle est membre du Conseil canadien de droit international (CCDI) et membre de la Gouvernance du Cercle étudiant de la Société québécoise de droit international (SQDI).



Daphné Beaudoin



Bernadette Perron

Diplômée du baccalauréat en relations internationales et droit international, Bernadette Perron complète actuellement un baccalauréat en droit à l'Université du Québec à Montréal. Lors de son parcours universitaire, Bernadette a participé à la Clinique internationale de défense des droits humains de l'UQAM (CIDDHU). Elle a également été stagiaire à la Revue québécoise de droit international (RQDI) ainsi qu'à la clinique Pro Bono de l'UQAM. Autrement, Bernadette a effectué un séjour d'accompagnement international en Colombie au moment de la grève générale qui a eu lieu à l'été 2021, lors de laquelle elle a agi en tant que déléguée canadienne pour la mission de vérification des droits humains « S.O.S. Colombia ». Elle est présentement clinicienne bénévole à la Clinique juridique itinérante (CJI) à Montréal et est membre de l'Observatoire sur les migrations internationales, les réfugiés, les apatrides et l'asile (OMIRAS).



Audrey Parent

Audrey complète sa quatrième et dernière année d'études à la Faculté de droit de McGill. Avant de sauter vers le côté anglophone du monde de l'éducation supérieure, elle a complété un baccalauréat en relations internationales et en droit international à l'UQAM. Elle a eu la grande joie de collaborer avec la CIDDHU sur six mandats depuis 2017. Cette année, elle a supervisé deux mandats en partenariat avec l'organisme Égides, où elle a pu apprendre auprès de Mirja, Djemila, Raksa, Mélanie, Kim, Gilbert, Romane, Étienne et Gabrielle sur les possibilités de plaidoyers en droit international par les communautés LGBTQIA. Audrey s'intéresse au droit qui se manifeste dans le quotidien des gens, et essaie d'intégrer les enseignements des études juridiques critiques à sa pratique.

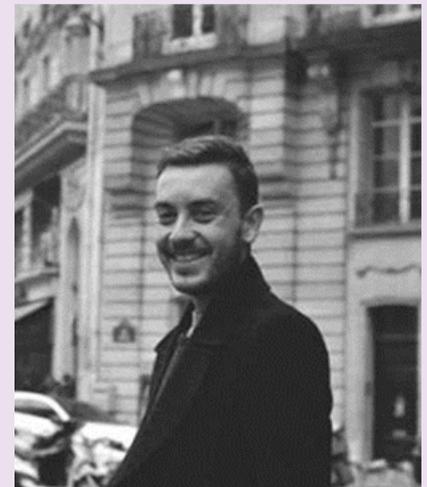


Bachelière en relations internationales et droit international de l'UQAM, Justine Rey a participé à la CIDDDHU en tant qu'étudiante lors de la session d'automne 2021. Elle a accompli un premier mandat en partenariat avec le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL) concernant l'encadrement, par le Canada, des opérations des entreprises minières canadiennes à l'étranger. Elle s'est ensuite impliquée auprès de la CIDDDHU, pendant la session d'hiver 2022, en tant que case-manager en appui à l'équipe d'étudiantes réalisant un deuxième mandat avec le CDHAL, celui-ci portant sur la relation entre les communautés autochtones du Canada et l'industrie minière. Elle travaille maintenant à l'Office québécois de la langue française (OQLF) et participe à un deuxième mandat en tant que case-manager à la CIDDDHU en lien avec l'enjeu des violations de droits humains dans le cadre de la lutte antiterroriste.



Justine Rey

Niall Ricardo détient un diplôme en droit ainsi qu'un baccalauréat par cumul en sociologie et en sciences politiques de l'UQAM. Il étudie présentement à la maîtrise en droit international à l'UQAM. Il est militant anti-raciste, pro-palestinien et syndical basé à Mooniyang/Tiohtià:ke/Montréal.



Niall Ricardo

La CIDDDHU tient à remercier chaleureusement les encadreur.e.s et les case managers pour leur implication!



LA CIDDHU RACONTÉE PAR NOS CASE MANAGERS



« Pendant deux sessions, j'ai eu le grand plaisir d'être case manager à la CIDDHU. Cette expérience m'a permis d'acquérir une compréhension plus approfondie du travail avec les différents partenaires ainsi que la gestion d'une équipe de travail. Dans un monde qui bouge tout le temps, la vie à la CIDDHU ne fait pas exception. Être capable de se réajuster sur un court temps est l'une des aptitudes essentielles que j'apprends comme case manager. J'ai aussi eu l'occasion de travailler avec des personnes étudiantes et encadreuses passionnées par leur travail et les enjeux de justice sociale. La CIDDHU est un endroit unique qui marie rigueur intellectuelle, diligence et solidarité internationale. C'est une véritable richesse pour l'ensemble du corps étudiant de l'UQAM. Je ne saurais remercier assez la CIDDHU de m'avoir permis de vivre toutes ces expériences ! »

-Niall Ricardo



« C'est à l'automne 2020 que je suis entrée en contact avec la CIDDHU en tant qu'étudiante au BRIDI. Cette première expérience de type «clinique» a su m'ouvrir les yeux sur une autre manière de s'engager dans la défense des droits fondamentaux, en plus de permettre la mobilisation de connaissances acquises lors de mon parcours académique, et ce, de manière concrète. Mon passage à la CIDDHU a mené à une seconde implication à l'hiver 2023, cette fois en tant que case manager aux côtés d'étudiant.e.s motivé.e.s, ainsi que d'encadreur.e.s et professeur.e.s dévoué.e.s. Travailler sur des dossiers passionnants en collaboration avec des personnes qui ont à cœur la défense des droits humains a pour moi constitué une expérience formatrice et stimulante. Je le recommanderais à quiconque ayant un intérêt pour la défense des droits humains. »

- Bernadette Perron



FINANCEMENT

Un soutien important

Une fois de plus cette année, la CIDDHU a pu compter sur le soutien financier de plusieurs associations étudiantes de l'UQAM, soit l'Association des baccalauréats interdisciplinaires des champs d'études politiques de l'UQAM (ABICEP), l'Association étudiante des cycles supérieurs en droit de l'UQAM (AECSD-UQAM) et l'Association des étudiantes et étudiants en droit de l'UQAM (AEDUQAM). Elle a également bénéficié d'un soutien de la Faculté de science politique et de droit de l'UQAM (FSPD) et du Département des sciences juridiques de l'UQAM (DSJ), ainsi que de l'Institut d'études internationales de Montréal (IEIM).

De plus, nous sommes honoré.e.s de pouvoir compter sur les dons de certain.e.s collègues, ancien.ne.s étudiant.e.s et ami.e.s qui contribuent au développement de la CIDDHU, année après année.

Faire un don

Malgré cet appui, la Clinique continue d'éprouver des besoins criants en matière de soutien financier pour garantir la poursuite de ses projets de défense des droits humains. Si vous désirez contribuer au succès de la CIDDHU, nous vous invitons à faire parvenir vos dons à la fondation de l'UQAM :

EN LIGNE

<http://www.fondation.uqam.ca>



PAR COURRIER

Fondation de l'UQAM

Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec), Canada H3C 3P8

Tel : + 1 (514) 987-3000 poste 4805

Fax : + 1 (514) 987-6739

Courriel : fondation@uqam.ca

Numéro d'enregistrement de l'organisme : 11892 1808 RR0001

Veuillez prendre note que des reçus peuvent être remis pour les dons qui seront effectués.



UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
DÉPARTEMENT DES SCIENCES JURIDIQUES
CASE POSTALE 8888, CENTRE-VILLE
MONTRÉAL, QUÉBEC
H3C 3P8
CANADA

TÉL : +1 (514) 987-3000 POSTE 3892
FAX : +1 (514) 987

COURRIEL : COORDINATION.CIDDHU@GMAIL.COM

SITE INTERNET : [HTTPS://CIDDHU.UQAM.CA/](https://ciddhu.uqam.ca/)